



Europadialog

**Discours de François Villeroy de Galhau,
Gouverneur de la Banque de France**

« La relation franco-allemande - expériences et défis à l'ère de l'euro »

Mayence - 21 mars 2017

Madame la Ministre Présidente [*Mme Dreyer*], Madame la Ministre des Finances [*Mme Ahnen*], Monsieur le Porte-parole du Directoire [*M. Dexheimer*], Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui à Mayence et je vous remercie sincèrement de m'avoir invité. Si vous me permettez une note personnelle, je viens ici comme Européen convaincu et comme ami de l'Allemagne. L'amitié franco-allemande me tient particulièrement à cœur : je suis Français et je vis à Paris, mais j'ai mes racines familiales dans le Land voisin du vôtre, en Sarre. Ma famille y vit depuis la fin du 18^{ème} siècle et fait partie du « Mittelstand » allemand avec la manufacture de porcelaine Villeroy & Boch. Quand je passe mes vacances en Sarre et que je vais vers le Nord, j'admire Trèves ; vers l'Est, Neustadt an der Weinstraße. Et quand je viens tous les quinze jours au Conseil des Gouverneurs de la BCE, je suis très près de votre belle ville de Mayence.

Je suis intimement convaincu que « notre chance pour nous, citoyennes et citoyens de l'Union européenne, c'est d'être unis », pour reprendre les mots de la déclaration de Berlin du 25 mars 2007. C'était pour le cinquantième anniversaire du Traité de Rome ; cela vaut toujours alors que nous allons dans quatre jours célébrer son soixantième anniversaire. Et pourtant, notre unité peut paraître menacée aujourd'hui : l'euroscpticisme monte, porté par les courants populistes partout en Europe ; le Brexit a gagné au Royaume-Uni en juin dernier ; et le nouveau gouvernement américain ne cache pas ses doutes vis-à-vis de la construction européenne. Face à ces turbulences, nous ne devons pas baisser le drapeau européen. Rappelons-nous le formidable

chemin que nous avons parcouru depuis que nos deux pays ont décidé d'unir étroitement leurs destins en signant le Traité de Rome, avec la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Aujourd'hui, nous partageons trois atouts économiques majeurs en Europe : la monnaie unique, le marché unique et notre modèle social commun. Nous les avons construits ensemble et nous pouvons en être fiers. Ce sera mon premier point. Pour l'avenir, l'unité européenne continue d'être à mes yeux la meilleure réponse à apporter à toutes les interrogations. Et pour cela, l'amitié remarquable dont ont fait preuve nos deux pays doit continuer à nous inspirer. Comme le disait déjà le chancelier Konrad Adenauer en 1963 : « Imaginez, si cette amitié [entre la France et l'Allemagne] n'existait pas, toute tentative de créer l'Europe serait d'emblée condamnée à l'échec. »ⁱ Ce sera mon second point.

I. Ce que nous partageons aujourd'hui en Europe : nos trois atouts économiques.

Permettez-moi de commencer par nos succès partagés. Nous avons aujourd'hui en Europe trois atouts économiques majeurs : notre monnaie unique, notre marché unique et notre modèle social commun.

Premier atout : **l'euro**. C'est une monnaie solide qui est reconnue dans le monde entier. Les citoyens de la zone euro y sont très majoritairement attachés : à 70 % selon le dernier Eurobaromètreⁱⁱ. Et contrairement à ce que suggèrent certains critiques, notre politique monétaire n'est pas une fantaisie latine. Elle est largement en accord avec les valeurs allemandes que je partage totalement : l'indépendance, le respect des Traités, la stabilité des prix, le long terme. Nous la décidons de façon collective au sein du Conseil des Gouverneurs et nous prenons très au sérieux le mandat qui nous a été confié : assurer la stabilité des prix. Cela signifie une inflation ni trop forte, ni trop faible : notre cible à moyen terme est une inflation inférieure à, mais proche de, 2 %. Notre politique monétaire nous a permis d'éviter le danger mortel de la déflation qui menaçait la zone euro sur la période récente. Aujourd'hui, l'inflation remonte en zone euro, conformément à ce que nous avons annoncé. Nous sommes passés d'une baisse de 0,2 % en avril 2016 à une progression de 2 % le mois dernier, due un peu exceptionnellement aux prix de l'énergie. Au-delà des fluctuations transitoires, l'inflation devrait atteindre en moyenne 1,7 % sur l'année 2017, 1,6 % en 2018 et 1,7 % en 2019.

Deuxième atout : nous partageons un grand **marché unique** qui appartient collectivement aux États membres de l'Union européenne. C'est une formidable avancée pour le commerce européen. Ce n'est pas pour rien que l'accès au marché unique est au cœur des débats qui entourent le Brexit. Bien sûr, nous ne pouvons pas préjuger du résultat des négociations qui vont avoir lieu, mais un principe de cohérence s'impose : l'accès au marché unique doit continuer d'aller de pair avec le respect strict de toutes ses règles. Il ne peut pas y avoir d'Europe « à la

carte » (*cherry-picking*), ni de « passager clandestin » (*free-riding*). Et nous devons évidemment préserver la politique commerciale européenne unique si nous voulons continuer de peser dans les négociations commerciales à venir dans le monde entier.

Troisième atout : notre **modèle social** commun en Europe. On en parle plus rarement, mais c'est au fond ce qui définit l'Europe continentale, c'est ce que nos deux sociétés et nos deux opinions publiques allemandes et françaises partagent. Notre modèle social combine un haut niveau de service public, des inégalités relativement faibles – nettement moins fortes que dans la société américaine – et une bonne intensité des négociations sociales. Et ceci au sein d'une économie de marché. Je souligne combien cette économie sociale de marché est une réponse aux débats du monde anglo-saxon, plutôt que le protectionnisme : l'Allemagne, comme nombre de pays européens, montre qu'on peut allier le succès économique et la cohésion sociale, avec moins d'inégalités.

Nous pouvons être fiers de ces trois atouts que nous avons construits ensemble. Mais pour l'avenir, alors que certains semblent ne plus croire aux bénéfices du projet européen, nous ne pouvons pas nous contenter d'être attentistes, nous ne pouvons pas simplement nous reposer sur nos atouts.

II. Ce que nous devons construire pour l'avenir : une meilleure Europe pour maîtriser notre destin commun.

Comment réagir ? Pas par moins d'Europe. Ce serait une erreur si nous voulons maîtriser collectivement notre destin dans ce monde nouveau. Mais par **une « meilleure » Europe**, moins dispersée dans les détails, plus concentrée sur ses priorités et plus efficace. Pour cela, l'Europe a besoin de l'énergie de l'Allemagne et de la France, et de leur remarquable amitié. Je veux ici citer le chancelier Helmut Kohl : « Les Allemands et les Français doivent former ensemble le noyau d'une Union européenne, d'une union qui ne se comprend pas uniquement comme un marché commun, mais comme la communauté de valeurs d'une libre démocratie, comme un État de droit et un État social »ⁱⁱⁱ. Je ne vous parlerai pas ce soir du débat électoral français, vous le comprendrez : je dirai juste que comme amis de la France, vous ne devez pas sous-estimer la force de ses institutions. Je vous parlerai moins encore du débat électoral allemand. Mais je vous dis une conviction forte : après ces rendez-vous démocratiques, les gouvernements de nos deux pays, quels qu'ils soient, devront se retrouver, pour décider de quelques projets bilatéraux partagés, et préparer surtout une initiative commune pour l'Europe. Parce que pour l'Allemagne comme pour la France, l'autre pays est sans aucun doute aujourd'hui le meilleur partenaire

possible : il n'y a pas aujourd'hui d'alternative sérieuse, ni à l'Est ni à l'Ouest pour l'Allemagne, ni au Sud pour la France. Et parce que si notre initiative commune ne suffit pas à faire la décision européenne – il y a légitimement d'autres pays et la Commission autour de la table –, elle en est une condition nécessaire : s'il n'y a pas de moteur franco-allemand, la voiture européenne restera à l'arrêt.

Les projets pour une meilleure Europe doivent être choisis avec soin et priorisés ; et nous ne devons pas simplement en parler. Nous devons nous donner les moyens pratiques, par une gouvernance efficace, d'obtenir des résultats concrets. En quelques mots : **peu, mais bien et jusqu'au bout**. Il y a bien sûr des domaines non-économiques : pour en citer quelques-uns, la défense et la protection des frontières, le changement climatique ou l'éducation et la formation des jeunes – un programme Erasmus Pro devrait être une priorité pour mettre fin au drame de la jeunesse sans emploi ni diplôme. Mais dans le domaine économique, il reste beaucoup à faire également. Comme le disait souvent Helmut Schmidt, nous devons construire une union économique en complément de l'union monétaire. Il faut à mes yeux avancer sur deux projets.

Premier projet, dès à présent : **une « Union de financement pour l'investissement et l'innovation »**. La Commission européenne a initié le plan d'investissement Juncker et l'Union des marchés de capitaux, et l'Union bancaire est désormais en marche. Mais il est aujourd'hui nécessaire de faire converger ces initiatives, dans l'intérêt des épargnants comme des entreprises européens. L'Europe a besoin d'un meilleur partage du risque privé, pour mieux mobiliser son épargne abondante en faveur du financement des investissements productifs. Comme je l'ai dit l'année dernière dans un article commun avec Jens Weidmann, le financement des entreprises par fonds propres, à travers les frontières de l'Europe, doit être une priorité. L'Europe est très en retard dans ce domaine : les fonds propres des entreprises ne représentent que 67 % du PIB dans la zone euro contre 125 % aux États-Unis. En conséquence, l'innovation, plus risquée par nature, est moins bien financée en Europe.

Deuxième projet, sur lequel nous pourrions avancer après les élections qui vont avoir lieu cette année : **une stratégie économique collective en zone euro**. Je sais que lorsque les Français parlent de coordination en Europe, les Allemands pensent parfois qu'il pourrait s'agir d'une nouvelle astuce pour éviter les réformes. Il faut sortir de cette impasse : il nous faut à la fois des réformes nationales **et** une coordination européenne. La croissance et l'emploi seraient plus forts en Europe avec davantage de réformes structurelles là où elles sont nécessaires, comme en France et en Italie, et davantage de soutien budgétaire ou salarial là où des marges de manœuvre existent, comme en Allemagne. S'agissant des réformes, je souhaite aussi comme vous que la France accélère ; je le dis souvent dans mon pays. Mais ne jugez pas votre voisin « irréformable ». Ces dernières années, la France n'est pas restée sans rien faire : les retraites ont été réformées, les charges pesant sur les entreprises ont été nettement réduites, les engagements de réduction du déficit ont été tenus. En pratique, pour que la coordination européenne puisse

exister, la zone euro a besoin d'une institution de confiance entre les pays. C'est pour cela que j'ai proposé, après d'autres, la création d'un ministre des finances de la zone euro. Il incarnerait et ferait vivre l'engagement commun des États membres. A l'inverse, la priorité n'est pas à mes yeux de construire une « Union de transferts » et une capacité fiscale commune.

**

Hans-Dietrich Genscher disait dans une précédente crise européenne, dans les années 1980 : « Scepticisme et pessimisme sont aussi mauvais conseillers que l'égoïsme national. »^{iv} Oui, nous aimons chacun notre pays, notre Nation. Mais oui aussi, l'amitié franco-allemande peut être ce rempart dont nous avons besoin aujourd'hui contre le scepticisme et le pessimisme ambiants. L'amitié, ce n'est pas un propos rituel de fin de banquet, c'est une exigence parfois difficile, mais toujours concrète car incarnée dans des projets. Elle doit continuer à inspirer le projet européen, cette volonté collective unique au monde dont nous devons être fiers. Comme banquier central, la décision ne m'appartient bien sûr pas. Ma responsabilité commune avec les autres gouverneurs de la zone euro est de mener une politique monétaire conforme au mandat qui nous a été confié, et de faire des propositions pour que les autres politiques économiques soient plus efficaces. C'est ce que j'ai esquissé devant vous avec ma conviction d'Européen. Je vous remercie de votre attention.

ⁱ Discours de table à l'occasion d'un dîner en l'honneur du président de la République française, Charles de Gaulle à Bonn, le 4 juillet 1963.

ⁱⁱ Enquête Eurobaromètre, décembre 2016. 81 % en Allemagne et 68 % en France.

ⁱⁱⁱ Discours prononcé le 22 janvier 1988 lors de la célébration de l'anniversaire de la signature du Traité de l'Élysée.

^{iv} Discours faisant le bilan de la présidence allemande devant le Parlement européen, le 29 juin 1983.